

FR

Droits des Roms : 33 organisations de droits humains déclarent l'état de crise

Bruxelles, 9 juin 2026 : Une coalition d'activistes des droits humains et d'organisations de la société civile avertit aujourd'hui des attaques systémiques contre la plus grande minorité ethnique d'Europe, dans un contexte de montée du fascisme, de sécuritarisation et de démantèlement de l'ordre fondé sur des règles. Le Roma Rights Network, une coalition de 33 organisations membres s'étendant sur 21 pays européens, déclare aujourd'hui que la situation des droits humains du peuple rom est entrée dans un état de crise aiguë. Cette déclaration conjointe fait suite à la réunion annuelle du Roma Rights Network à Paris, où les membres ont évalué un paysage en détérioration rapide défini par la montée des gouvernements d'extrême droite, l'érosion de la démocratie et le retrait systématique des protections en faveur des minorités racialisées.

Les experts en droits humains affirment que la persécution des Roms n'est plus une question d'échec ou de négligence des politiques publiques, mais un projet politique délibéré qui a provoqué l'accélération de la sécuritarisation des communautés romaines en peu de temps. Les rassemblements politiques anti-Roms et les groupes de vigilantes sont tolérés en Hongrie. Le profilage ethnique de masse et les raids policiers militarisés ont lieu chaque semaine en Grèce. Des lois de sécurité anti-Roms criminalisant la maternité ont été adoptées en Italie. La législation anti-Roms en Slovénie permet la surveillance de masse et les raids policiers sur des communautés entières.

À travers le continent, les Roms sont de plus en plus présentés non pas comme des citoyens ayant des droits, mais comme des menaces internes à la sécurité. Cela est aggravé par un effort coordonné pour délégitimer la société civile et défund stratégiquement les mouvements antiracistes, tandis que les gouvernements priorisent les dépenses militaires par rapport au bien-être social.

Simultanément, le passage d'un cadre d'obligations étatiques à un autre qui lie faussement les droits aux « responsabilités » a sapé le fondement même des droits humains. Les droits et les responsabilités ne sont pas conditionnels l'un à l'autre ; toute personne possède des droits inhérents indépendamment de sa capacité à « s'intégrer » ou à remplir des devoirs définis par l'État, tout comme tout citoyen porte des responsabilités indépendamment de ses droits. En confondant les deux, les acteurs politiques ont utilisé le langage de la responsabilité pour justifier le retrait de mandats juridiques spécifiques et de financements dédiés pour les Roms. Couplée à la « normalisation » politique des stratégies de droits – qui dilue les protections ciblées en objectifs sociaux génériques – cette approche a rendu les Roms invisibles dans les politiques publiques. Avec le prochain Cadre Financier Pluriannuel (CFP) 2028–2034 menaçant d'éliminer le soutien réservé à l'égalité des Roms, l'UE risque d'abandonner ses citoyens les plus vulnérables au bon vouloir des gouvernements nationalistes.

« Nous assistons au démantèlement délibéré des protections qui protégeaient autrefois les plus vulnérables », a déclaré Đorđe Jovanović, Président du Centre Européen pour les Droits des Roms qui convoque le Roma Rights Network. « Le récit selon lequel les Roms doivent « mériter leurs droits » grâce à « l'intégration » est faux et est utilisé pour justifier

leur exclusion. La sécuritarisation de nos communautés et le défunding de nos défenseurs sont des choix stratégiques, et non des erreurs politiques accidentelles, de la part de gouvernements qui ont embrassé l'exclusion. Nous n'accepterons pas une Europe où la citoyenneté est conditionnelle à l'ethnicité. Notre combat est pour l'universalité des droits humains, et nous continuerons à rendre ces gouvernements responsables, quel que soit le coût politique. »

Le Roma Rights Network appelle les institutions de l'UE, les États membres et les donateurs internationaux à :

- Mettre fin à la Sécuritarisation : Abroger la législation qui criminalise les communautés romaines et cesser le déploiement de tactiques de niveau militaire contre les populations civiles.
- Protéger la Société Civile : Assurer un financement durable aux activistes antiracistes et sauvegarder l'espace opérationnel pour les défenseurs des droits humains.
- Appliquer la Responsabilité : Enquêter et poursuivre les crimes de haine et la discrimination soutenue par l'État, y compris les actions des groupes de haine opérant en toute impunité.
- Préserver la Spécificité : Maintenir des objectifs explicites d'égalité des Roms et un financement réservé dans le budget de l'UE post-2030, rejetant la dilution des droits en cibles « d'inclusion sociale » génériques.

L'attaque contre les droits des Roms est un précurseur de l'érosion des droits pour tous. Le Roma Rights Network est uni dans son engagement à défendre l'universalité des droits humains et l'état de droit.

Le Roma Rights Network a été lancé par le Centre Européen pour les Droits des Roms en 2022. Il rassemble des activistes roms et non roms engagés à défendre les droits humains des peuples roms, et autres ciblés par l'antitsiganisme, à travers l'Europe. Le Network comprend actuellement 33 organisations membres dans 21 pays.

La réunion annuelle a eu lieu à Paris du 26 au 28 mai 2026.

Pour plus d'informations, ou pour organiser une interview, contactez :

Jonathan Lee
Advocacy & Communications Director
European Roma Rights Centre
jonathan.lee@errc.org
+32 49 288 7679